

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule Risques Accidentels
19 place de l'Ancien Foirail
32000 AUCH

Auch, le 16/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERÉGA (ex TIGF)

40 avenue de l'Europe
CS 20522
64010 Pau

Référence : 2023-0731-DP

Code AIOT : 0006808457

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2023 dans l'établissement TERÉGA (ex TIGF) implanté au lieu-dit « Izaute » - 32110 Laujuzan. L'inspection a été annoncée le 29/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERÉGA (ex TIGF)
- Izaute 32110 Laujuzan
- Code AIOT : 0006808457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TERÉGA exploite deux stockages souterrains de gaz naturel en aquifère sur les sites de Lussagnet (Landes) et d'Izaute (Gers). L'exploitation du site d'Izaute (stockage souterrain et installations de surface), sur les communes de Laujuzan et Caupenne d'Armagnac, a démarré en 1990 (décret du 23 octobre 1990 au titre du Code minier). Elle est autorisée, au titre des ICPE, par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2014 et par l'arrêté inter-départemental du 9 juillet 2014. Le site est classé SEVESO seuil haut et dispose d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé le 26 décembre 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la vérification, par sondage, du respect de la réglementation applicable à l'installation, dans le cadre de l'action nationale relative à l'accidentologie SEVESO.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle (PDC)	Référence réglementaire	Si le PDC provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
1	Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Recensement des événements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
4	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe 1 point 7	/	Sans objet
5	Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection	Code de l'environnement, article R. 512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de constater que la société TÉRÉGA respecte l'ensemble des attendu de la réglementation relative au système de gestion de la sécurité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté le manuel 03230 SGS stockage. Ce document reprend et développe les 7 points de l'Annexe 1 de l'AM du 26/05/2014 : 1-Organisation et formation ; 2-Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs ; 3-Maîtrise des procédés et de l'exploitation ; 4-Conception et gestion des modifications ; 5-Gestion des situations d'urgence ; 6-Surveillance des performances ; 7-Audits et revues de direction. Chaque partie est détaillée suivant des documents et procédures qui sont référencés et mis à jour régulièrement. Les points 1 et 2 ont été regardés plus particulièrement : Point 1 : L'exploitant a présenté la matrice de formation 3S2E qui répertorie toutes les formations qui doivent être suivies en fonction de chaque poste de travail. Point 2 : L'exploitant a présenté la directive 090422 qui précise les règles à suivre par TEREKA en matière d'identification des dangers, d'analyse des risques et de mise en œuvre de consignes pour le contrôle des risques technologiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des performances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p>
<p>Constats :</p> <p>La remontée des presque accidents ou des situations à risque est réalisée à l'aide du logiciel Terra qui comprend une gestion des situations dégradées. Tout le personnel a accès à un formulaire grâce à un QR code qui se trouve sur tous les permis de travail pour réaliser une remontée. Les remontées sont complétées avec la date et différents paramètres qui comprennent entre autres une cotation de la gravité ressentie par l'opérateur.</p> <p>Puis un référent HSE valide la remontée et confirme ou modifie la gravité à l'aide d'une matrice de gravité :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mineur ; 2. Sérieux ; 3. Important ; 4. Catastrophique ; 5. Désastreux. <p>Ensuite, il détermine les actions à mettre en place. Dès que le niveau 4 ou supérieur est déclaré, les directeurs de TEREKA sont prévenus automatiquement.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été regardé la remontée d'un incident/problème de déconsignation (non remonté à ICC car situation à risque, incident/accident évité).</p> <p>Son traitement a fait l'objet d'une démarche d'amélioration et n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.
Constats : Les interventions sur les MMR sont répertoriées dans la GMAO. Le logiciel de planification SAP a été présenté. L'inspection a regardé une défaillance qui s'est produite le 28/12/2021 sur une vanne MMR. Il s'agissait d'une fuite en ligne de cette vanne de 36 pouces de diamètre intérieur. Le délai d'approvisionnement de cet équipement étant très long, une situation dégradée a été mise en œuvre le même jour (MMR non fonctionnelle compensée par la fermeture des tuyauteries en amont et en aval de la vanne), le changement de la vanne n'a pu être réalisé que le 06/07/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Audits et revues de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : L'exploitant a présenté le compte rendu de la revue de direction SGS 2023 relative à l'exercice 2022, ainsi que l'audit du SGS réalisé par le Bureau Veritas du 2 décembre 2019 au 6 janvier 2020. Le plan d'action global dans lequel sont répertoriées toutes les actions relatives aux différents audits et visites d'inspection a été présenté. Toutes les actions identifiées et relatives au SGS ont été clôturées. Observation : le tableau de bilan des indicateurs de la revue de direction SGS 2023 présente un taux de réalisation des formations ESP apparaissant en rouge avec 38,5 %, sans que ce taux de formation ne fasse l'objet de mesures particulières pour l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Information de l'ICC des accidents/incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
Constats : L'exploitant a présenté une procédure (fiche réflexe) dénommée DOP/EST/EXP 056471 – Information DREAL – événement survenant sur les stockages Lussagnet et Izaute. Cette procédure définit les critères pour déclencher l'envoi d'un rapport. Elle comporte une liste non exhaustive des types d'événements pouvant être déclarés : <ul style="list-style-type: none">- Corporel (avec évacuation vers un centre médical lié au dysfonctionnement des installations) ;- Industriel (explosion, nuage de gaz, incendie...) ;- Environnement (pollution avérée des sols) ;- Sécurité (vol grillage, agression personnel). Elle permet à l'exploitant de juger de la pertinence de faire une déclaration aux services de l'État. Cette procédure décrit un mode opératoire avec les services de l'État devant être contactés et le formalisme à adopter, sous forme de mail comprenant les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Les circonstances ;- La description (+ photos si possible) ;- Les actions prises :<ul style="list-style-type: none">Immédiates ;Lancées/programmées ;- Les mesures compensatoires si nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet